

Montréal : un diagnostic

Ludger Beauregard

Volume 31, numéro 84, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021897ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021897ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Beauregard, L. (1987). Montréal : un diagnostic. *Cahiers de géographie du Québec*, 31(84), 463–469. <https://doi.org/10.7202/021897ar>

NOTES

MONTREAL : UN DIAGNOSTIC

par

Ludger BEAUREGARD

*Département de géographie, Université de Montréal,
C.P. 6128, Succursale A, Montréal, H3C 3J7*

On se penche depuis longtemps sur le déclin de Montréal. Géographes et économistes en recherchent la nature et les causes, mais arrivent rarement à en prescrire les remèdes. Un économiste, spécialiste des études de développement régional, vient, une fois de plus, d'examiner le problème de la métropole. Son approche et la profondeur de son analyse ont retenu notre attention.

Benjamin Higgins, Montréalais de cœur, économiste reconnu, consacre tout un ouvrage à *The Rise and Fall? of Montreal*. Il procède à une étude de cas, comme le médecin, en vue d'établir un diagnostic et de prescrire une ordonnance. Il préconise effectivement une stratégie et même des tactiques pour vaincre la maladie de Montréal. Son volume porte un titre théâtral et hyperbolique, un titre-choc, mais si la métropole n'est pas à l'agonie, elle présente néanmoins des symptômes d'anémie. Son cas paraît inquiétant dans la mesure où il affecte tout le Québec et, conséquemment, le Canada.

L'auteur établit dès le départ son cadre théorique. La ville sera traitée comme un organisme social, sujet aux lois biologiques de la naissance, de la croissance, de la maturité, de la stagnation et de la décadence. Son étude sera reliée aux théories de l'évolution socio-économique et de l'histoire comme dans les grandes œuvres sur la grandeur et la décadence de Rome ou du capitalisme. Pour Higgins, à Montréal comme dans la Rome antique, les facteurs de la croissance renferment les germes de la décroissance.

L'approche du sujet se veut différente. Elle repose essentiellement sur les interactions spatiales. L'analyste cherche les effets consécutifs aux actions posées dans un endroit donné. Dans cette optique, Montréal devient l'objet d'un examen pratiqué dans un contexte d'interactions, qui déborde largement le cadre régional et même national. Elle se trouve en jeu dans un vaste système de métropoles interdépendantes. L'économiste passe en revue les avenues néo-classiques et néo-marxistes, qui visent à trouver des lois universelles. Selon lui, ces modèles s'avèrent trop simplifiés et incomplets. Il préfère imiter le médecin qui, imbu de science, se penche sur le malade avant d'en arriver au diagnostic. Ainsi doit-on faire en sciences sociales, dit-il. Higgins prétend que les interactions sont au cœur même du processus de développement et que l'étude de cas s'avère le meilleur moyen de les déceler.

L'ESSOR DE MONTRÉAL

En bon praticien, l'universitaire ausculte Montréal pour découvrir les forces, les événements, les groupes et les individus qui en ont moulé le développement dans le temps et dans l'espace. Son approche biologique de l'évolution de la ville l'amène à tenir compte des précédents historiques. Le déclin de Montréal est-il irréversible comme l'a été celui de Carthage ou peut-il se transformer en renaissance comme dans les cas de Rome, Athènes ou Vienne ? Voilà la question.

Comme toute métropole, Montréal émane de la géographie : elle est le don du Saint-Laurent. Capitale du trafic des fourrures pendant deux siècles, elle devient, vers 1850, le centre des transports : port de transbordement, tête et plaque tournante de chemins de fer avec le seul pont traversant le fleuve (1860). Ces dernières réalisations arrivent cependant en réaction à des changements qui ont eu lieu ailleurs, c'est-à-dire à des facteurs externes. Le creusement du chenal à l'aval de Montréal comme l'érection des canaux à l'amont s'effectuent en retard. Pour progresser, le port devait être aménagé de façon à concurrencer non seulement Québec, mais Halifax, Portland, Boston et New York, ports de mer plus proches de l'Europe. Le même raisonnement paraît valable à propos des chemins de fer.

Les facilités de transport s'ajoutant à d'autres facteurs de localisation suscitent le développement industriel. Or, à cette époque, Montréal représente le centre de gravité de la population canadienne. Elle jouit ainsi d'une double proximité. Son port de mer la « rapproche » du monde extérieur et son site est au cœur du marché. Elle devient la capitale industrielle du Canada au tournant du siècle et le demeurera jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Le centre de gravité se déplace alors vers Toronto et Montréal est victime d'avoir été la porte de l'Ouest. La dérive de la population américaine vers le Midwest joue aussi au profit de Toronto en créant de nouvelles interactions urbaines. La Voie maritime du Saint-Laurent (1959) ouvrira enfin les Grands Lacs aux océaniques, ce qui réduira considérablement la fonction de transbordement du port de Montréal.

L'argumentation de Higgins repose fondamentalement sur deux postulats. Le premier suppose que tout avantage renferme le germe de son contraire. Montréal perd ainsi son atout exclusif de porte de l'Ouest quand les hommes et les marchandises y passeront tout droit. Elle partagera dès lors son immense hinterland original avec de nouvelles venues : Toronto, place centrale de la péninsule ontarienne, Winnipeg, porte des Prairies et Edmonton, tremplin du Nord-Ouest, sans compter l'émergence de nombreux lieux centraux tels que Calgary, Regina, etc. Belle illustration de la rançon à payer pour avoir un temps joui d'une excellente situation géographique ! Le deuxième postulat soutient que l'interaction est à la base du développement urbain et régional. L'auteur rappelle souvent « la suite des événements », les conséquences des décisions prises à l'étranger (Corn Laws, Réciprocité)... pour souligner le rôle capital des influences réciproques en matière de développement. Montréal a, par exemple, vite acquis les innovations étrangères dans le domaine du transport (bateau à vapeur en 1809, canoë express en 1817, chemin de fer en 1836), des communications (télégraphe, téléphone), de l'énergie hydraulique (1849 au canal de Lachine) et hydro-électrique (1897 aux rapides de Lachine) et même de la banque en 1792, c'est-à-dire un an après la première aux États-Unis, bien que la Banque de Montréal n'ait obtenu sa chartre qu'en 1817. S'il ne s'agit pas d'une réaction comme telle à une action posée ailleurs, il s'agit de l'adoption rapide d'innovations dans tous les cas.

LE DÉCLIN DE MONTRÉAL

Les Jeux olympiques de 1976 n'ont pas eu à Montréal l'éclat de Terre des Hommes en 1967. Depuis son apogée vers 1929, la métropole a perdu du terrain en faveur de sa rivale, Toronto, qui l'a dépassée en population dès 1976, après l'avoir déclassée dans le domaine économique. Dans les années 1970, l'industrie décroît, le commerce ralentit, le port stagne, la bourse recule et l'exode des sièges sociaux et des centres administratifs fait mal à l'économie locale. De grande ville, Montréal devenait une grosse ville !

Le déclin de la métropole a pu en réjouir certains, notamment les adversaires du rapport Higgins, Martin et Raynauld (1970). Ceux-ci n'ont peut-être pas réalisé que les entreprises de haut de gamme, qui quittaient Montréal, quittaient aussi le Québec et que c'étaient Toronto et l'Ontario qui en tiraient profit. Le débat sur le rôle de Montréal dans l'économie québécoise prend ici tout son sens. Que la métropole soit le pôle de croissance ou le pôle de développement de la région du Québec, ou bien qu'elle soit le mastodonte qui « bouffe » tout dans la province devient pure spéculation académique. Le fait qu'elle vive dans un espace économique de niveau mondial la place dans un monde à part. Higgins reste d'avis que Montréal influence peu la vie économique des autres régions québécoises et que les « événements étrangers » y ont souvent plus d'impact. Alors, quel peut bien être son rôle ?

Montréal constituant plus de la moitié du Québec, ce qui s'y passe affecte forcément l'ensemble. Sa performance ne peut laisser personne indifférent. À cause de son énorme primauté métropolitaine et du contexte socio-économique inhérent à son statut, elle est seule à pouvoir attirer l'industrie de haute technologie (ville de Saint-Laurent) et les services rares. Ses avantages comparatifs paraissent évidents et cumulatifs. Pourquoi les entreprises d'avant-garde la recherchent-elles ? Parce qu'elle concentre les ferments du progrès dans la recherche et le développement, dans les communications... parce que « c'est là que l'action se passe au Québec » ! Plusieurs auteurs, dont Higgins, croient que les grandes villes sont seules à offrir les conditions favorables à l'innovation, thèse bien sûr controversée. Encore faut-il ici distinguer l'innovation de l'invention et tenir compte de l'« entrepreneurship ». Il faut aussi reconnaître, à la suite de Boudeville, qu'un centre urbain n'engendre pas d'effets d'entraînement dans le reste du pays simplement parce qu'il est grand. Si Montréal n'enlève rien au Québec, elle lui donne peu d'un autre côté. La solution à ce problème reposerait sur une politique de développement basée sur la croissance « contagieuse » de la métropole et envisagée dans un cadre systémique. Dans un tel modèle « épidémique », la contagion devient fonction de la densité et de la distance et semble mieux s'appliquer aux innovations mineures dans les petites et moyennes entreprises (PME). Rien, dans tout cela, qui ne réponde vraiment à la question spécifique concernant le cas de Montréal !

Une politique privilégiant l'expansion économique de la métropole n'aurait-elle pas pour effet d'en faire une enclave néo-coloniale en Amérique du Nord ? Quelle serait l'utilité de Montréal au Québec ou au Canada en tant qu'appendice d'économies étrangères, si les décisions étaient prises à New York, Londres ou Tokyo ? La thèse de Higgins, Martin et Raynauld ne conduirait-elle pas au colonialisme : Montréal dominée par des capitaux étrangers et dominant la province ?

Le « nouveau » problème de Montréal ne serait-il pas celui d'être seconde après avoir longtemps été première ? N'est-elle pas affectée du complexe psychologique de la bonne deuxième et ne le sera-t-elle pas longtemps ? Son vieux problème n'est-il pas d'être plus canadienne que québécoise et d'évoluer dans un « espace économique mondial » ? Trois solutions se présentent : refuser l'investissement étranger et en

prendre son parti ; accepter une certaine intrusion étrangère pendant un certain temps ; développer l'esprit d'entreprise indigène. Gérald Fortin (1971) optait pour cette dernière... mais il n'y a pas de génération spontanée. Higgins, Martin et Raynauld retenaient la seconde et la troisième, préférant l'étapisme. Dans les faits, Toronto n'est-elle pas aussi « dépendante », aussi « dominée » que Montréal et que bien d'autres métropoles mondiales ?

Bref, Montréal ne présente pas un cas étrange. Son dilemme reste celui de toute mégapole qui paralyse l'évolution normale d'une hiérarchie urbaine. C'est l'exemple des géants qui accaparent tout. D'un autre côté, le renforcement de la métropole ne résoudra pas le problème de la Gaspésie, alors que son affaiblissement va toucher non seulement le Québec, mais aussi le Canada. Gommer les disparités régionales n'est pas facile.

POURQUOI ?

Montréal est plus que la métropole du Québec : elle est une métropole canadienne et surtout canadienne-française. Pourquoi est-elle en perte de vitesse ? Serait-elle atteinte des « retards historiques » du Québec ?

L'industrialisation et l'urbanisation de la province ont suivi le rythme de l'Ontario jusqu'en 1961 et Montréal en a profité. Mais la façon dont celle-ci s'est développée de 1850 à 1914 comporte les germes de ses problèmes éventuels, notamment au chapitre de sa structure industrielle et de ses promoteurs. Les faits sont connus. Les Montréalais anglophones possèdent les grandes entreprises et contrôlent l'économie, alors que les francophones, de plus en plus majoritaires, constituent la main-d'œuvre et se campent dans les petites affaires. Un fossé se creuse entre les deux ethnies et le contraste éclate entre l'Ouest, anglophone et riche, et l'Est, francophone et pauvre. Paradoxalement, les anglophones de Montréal étaient privilégiés, par rapport à ceux du Canada, à plusieurs points de vue, notamment à celui des revenus. Par contre, les francophones restaient pris dans un cercle vicieux. Leur faible chance d'obtenir des postes supérieurs influençait leur scolarisation à la baisse et maintenait ainsi leurs faibles revenus.

Après deux siècles de « coexistence franco-anglaise » à Montréal, on peut quand même se demander comment il se fait que les francophones, fortement majoritaires, n'aient pas réussi à contrôler le secteur privé comme ils l'ont fait au secteur public ? Higgins répond à cette question en faisant intervenir leur comportement historique depuis la Conquête face aux affaires (*dirty business*). Il ajoute que les francophones manquent encore d'« entrepreneurship », bien que leurs attitudes aient beaucoup changé depuis une vingtaine d'années. Le rattrapage a été rapide (investissements, salaires), mais la « reconquête » n'est pas terminée.

PRONOSTIC : DÉCLIN OU RENAISSANCE ?

Le déclin relatif de Montréal était inhérent aux raisons de sa croissance, c'est-à-dire, en grande partie, aux avantages problématiques de sa géographie. Les événements, voire les changements et les interactions, vont affecter le destin de la ville. L'Ontario va se libérer de l'emprise montréalaise, sinon sortir complètement de son hinterland et se donner, en fonction de Toronto, une meilleure hiérarchie urbaine que le Québec. Montréal ne deviendra pas un véritable centre de développement, mais plutôt le pôle

d'attraction exclusif de la province, non pas dans le sens qu'elle lui volera des entreprises, mais qu'elle accaparerá presque toutes les nouvelles. Elle est devenue le cœur du Québec, qui en fait battre l'économie à son rythme : la province ne peut être en santé si la métropole est malade.

Le ralentissement en cours et la perte de vitesse par rapport à Toronto sont-ils irréversibles ? Que deviendrait Montréal si un tel processus régressif se poursuivait ? Plusieurs métropoles américaines ont stagné ou décliné pendant un temps pour ensuite se relever. Y a-t-il une stratégie pour contrer le déclin ? Plusieurs théories existent sur la localisation, l'interaction, la croissance ou la décroissance cumulatives, le dualisme régional, la dépendance, etc. En regard de cette dernière, Montréal est-elle centre ou périphérie ? Elle n'est ni au centre, ni à la périphérie. Elle possède un certain statut dans une hiérarchie urbaine très complexe, qui déborde le Canada. Elle subit l'influence de Toronto et d'Ottawa, mais aussi de New York, Londres, Paris, Zurich, Bruxelles... Elle subit aussi celle des gouvernements, des syndicats, des sièges sociaux et de quantité de centres de décision à travers le monde. Des impondérables !

Quand on parle de renverser les tendances décélérantes de Montréal, on pense à intervenir dans la structure urbaine. Or, on sait que les forces qui déterminent la position d'une ville dans l'économie sont difficiles à orienter. On prétend même que la structure urbaine se durcit avec le développement et il se trouve de nombreux exemples de stabilité hiérarchique dans le monde. Depuis 1970, les choses ont cependant changé aux États-Unis avec la migration du capital et de l'emploi vers le Sud et l'Ouest. Même bouleversement en Europe. Certains auteurs parlent de « contre-urbanisation » et d'ère postindustrielle et postmétropolitaine.

Depuis les années 1980, l'engouement pour le Sud et l'Ouest a fléchi aux États-Unis et le Nord-Est a connu un regain de popularité. Personne ne sait maintenant ce qui va arriver aussi bien en Europe qu'en Amérique. La nouvelle technologie rend la localisation plus flexible. Dans ce nouveau contexte, l'avantage de Montréal est d'être la seule ville capable d'attirer des activités sophistiquées au Québec. Mais les signes de dépoliarisation ne sont pas encore évidents : le « snowbelt » n'a pas détrôné le « sunbelt » !

Au Québec comme au Canada, l'économie repose trop sur les ressources naturelles et pas encore assez sur les ressources humaines. La mutation sera lente et donnera lieu à des tensions. Les métropoles doivent prendre les devants. Montréal a décollé dans les années 1960, mais n'a fait qu'un petit bond. Elle doit devenir pourvoyeuse de cerveaux pour vaincre son déclin et renaître.

Y aurait-il une politique d'avenir pour Montréal ? Après une revue de la littérature, Higgins conclut que, si on laisse aller les choses, rien ne permet d'affirmer que la métropole va régresser ou progresser. Il serait toutefois nécessaire d'élaborer des politiques pour assurer l'évolution désirée. Mais des palliatifs appliqués à Montréal seulement ne suffiraient pas. Les facteurs, les forces et les événements qui en ont forgé le destin sont de niveaux national et mondial. La ville s'est en effet développée grâce à la conjoncture favorable de variables géographiques et historiques. C'est dans cet esprit qu'il faut penser sa renaissance.

PRESCRIPTIONS

Pour guérir Montréal de sa langueur, il faut élaborer une stratégie et Higgins y consacre le long et dernier chapitre de son ouvrage. L'économiste avance quelques

propositions telles que faire de Montréal un amalgame de Boston et La Nouvelle-Orléans, planifier le développement simultané de Montréal et Toronto, renforcer l'axe Montréal — Ottawa et développer l'Est ontarien pour mieux l'incorporer dans l'arrière-pays montréalais. Dépourvue d'avantages comparatifs très positifs dans le contexte nord-américain, la position géographique de la métropole se détériore à mesure que le centre de gravité démographique et économique se déplace vers l'Ouest et le Sud. Montréal se trouve en outre en concurrence avec des villes spécialisées, qui disposent d'avantages complémentaires comme la finance à Boston : elle doit se trouver une niche, en tablant sur ses propres atouts.

Géographiquement, Montréal est plus proche de Québec, Boston, New York et Toronto que toute autre métropole canadienne. Elle regarde l'Europe comme Vancouver, l'Asie. Elle jouit d'un beau site avec les Laurentides et les Appalaches à sa portée. C'est une ville bilingue, biculturelle et universitaire. C'est un centre financier, industriel, commercial et de recherche important, malgré la dérive vers Toronto. C'est une métropole mouvementée. Voilà beaucoup d'atouts qu'il faudrait mettre en valeur, mais comment ?

Dans la région de Montréal, il faudrait partager l'industrialisation et la tertiarisation entre la métropole et ses satellites, les entreprises à caractère international s'installant dans la première. Le problème de Mirabel reste entier après dix ans de tergiversations dans un contexte plutôt déprimant. Si l'on ne veut pas en faire le grand aéroport de Montréal, qu'on en fasse un super Bromont, mais qu'on se décide au niveau politique.

Au-delà de la région métropolitaine, il faudrait relever l'économie de l'Estrie et de l'Ontario oriental pour enrichir l'arrière-pays de Montréal. Qu'on planifie plus d'interactions entre la métropole et Ottawa comme avec Québec. Qu'on prolonge l'axe Chicago-Oshawa vers Kingston, Cornwall et Montréal comme alternative à la congestion du « Golden Triangle ». Ce serait une façon de sortir cette dernière du désert industriel qui l'entoure à distance. Ce serait aussi pour l'Est ontarien l'occasion de trouver et d'« emprunter » des services de niveau métropolitain à relative proximité. Les liens entre Cornwall et Montréal devraient être renforcés. Cette région pourrait accueillir un million d'habitants et s'imbriquer dans le vaste triangle Québec — Kingston — Ottawa, dont Montréal serait la grande place centrale. On pourrait même envisager l'établissement d'un corridor Montréal — Winnipeg en développant l'axe nordique Montréal — Ottawa — Pembroke — North Bay — Sudbury. Bref, ce sont là des éléments de stratégie à long terme susceptibles de revitaliser la métropole.

Dès ses débuts, Montréal a été mêlée au commerce international. Pour redémarrer, elle devrait raviver d'anciennes liaisons et en créer de nouvelles avec les métropoles étrangères. Elle pourrait jouer la carte de la francophonie avec une quarantaine de pays, sans oublier les Franco-Américains, qui jettent un pont vers Boston et la Côte atlantique, les Cajuns louisianais et les Franco-Floridiens, vers le « sunbelt ». Au-delà de ces voisins, l'Amérique latine ouvre aussi de nombreuses possibilités.

PROLOGUE

Benjamin Higgins a examiné Montréal comme une métropole malade. Il a posé un diagnostic et prescrit une ordonnance. Mais son pronostic sur l'évolution de la maladie fait défaut. Le chercheur n'a pas trouvé de remèdes miraculeux. Pourtant, dit-il, il n'est pas impossible que, vers la fin du siècle, le Québec devienne la province la plus prospère et la plus influente du Canada : là où la revanche des berceaux a échoué, la

revanche des cerveaux pourrait triompher. Cette perspective optimiste repose sur certains indicateurs économiques, qui montrent la réduction des écarts entre le Québec et l'Ontario, et les récents succès de la province en termes de création d'emplois et de productivité. Mais Higgins fait davantage confiance à la révolution éducationnelle au Québec depuis 25 ans.

Beaucoup de thèses et d'hypothèses dans cet exercice scientifique, mais rien de très rassurant pour l'avenir de Montréal. On pourrait même parler d'un diagnostic sans médecine spécifique. L'écheveau des interactions dans un système continental ou mondial de métropoles dépasse l'imagination et on ne saisit pas comment Montréal pourrait tirer son épingle du jeu ! L'interdépendance reste mystérieuse à cette échelle. Somme toute faut-il en conclure que le sort de la métropole demeure aléatoire et que c'est au jour le jour qu'on en forgera le destin !

Cette étude de cas s'avère instructive sinon rassurante. Hormis quelques vices de forme concernant surtout les références aux tableaux, l'ouvrage est solide et riche d'enseignements. Il présente les résultats d'une réflexion sur l'évolution et le destin de Montréal, un brillant discours économique sur un dramatique cas géographique.

SOURCES CITÉES

- FORTIN, Gérald (1971) Les orientations du développement économique dans la province de Québec. *Actualité économique*, 47 (4) : 121-131.
- HIGGINS, Benjamin (1986) *The Rise and Fall? of Montreal*. Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, 256 p.
- HIGGINS, B., MARTIN, F. et RAYNAULD, A. (1970) *Les orientations du développement économique régional du Québec*. Ottawa, ministère de l'Expansion économique régionale, 156 p.

(Acceptation définitive en juin 1987).